DOI: https://doi.org/10.53486/sstc2026.v2.107
CZU: 378(44+478)

# LES ÉTUDIANTS EN FRANCE ET EN MOLDAVIE : DIFFERENCES, DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

# STUDENȚII DIN FRANȚA ȘI DIN MOLDOVA : DIFERENȚE PROVOCĂRI ȘI OPORTUNITĂȚI

**LESNIC Renata, studentă, specialitatea: MKL**
Academia de Studii Economice din Moldova, Republica Moldova,
Chisinau, str. Bănulescu-Bodoni 61, www.ase.md
Telefon : +373 (060)329950
e-mail autor : lesnic.renata.ldv@gmail.com

**Abstract:** *Acest articol propune o analiză comparativă a experienței studențești în Franța și Republica Moldova, evidențiind diferențele structurale dintre cele două sisteme de învățământ superior, precum și provocările și oportunitățile specifice fiecărui context național. Cercetarea se bazează pe o metodologie mixtă, care combină analiza datelor statistice și a rapoartelor instituționale cu aplicarea unui chestionar adresat studenților și realizarea de interviuri semi-structurate, completate de integrarea observațiilor personale. Rezultatele evidențiază diferențe semnificative în ceea ce privește finanțarea educației, gradul de internaționalizare, metodele de predare și nivelul de sprijin acordat studenților. În Republica Moldova, studenții se confruntă cu dificultăți financiare mai pronunțate, acces limitat la stagii și incertitudini privind recunoașterea internațională a diplomelor. În Franța, principalele provocări sunt legate de presiunea selecției academice și de competitivitatea ridicată a pieței muncii, care generează stres și incertitudine profesională. În același timp, analiza relevă puncte forte distincte: în Franța, diversitatea oportunităților academice, mobilitatea internațională și integrarea profesională relativ rapidă, iar în Republica Moldova, flexibilitatea parcursurilor educaționale și potențialul de dezvoltare în contextul integrării europene. De asemenea, rezultatele arată că mobilitatea academică nu depinde exclusiv de resursele financiare, ci și de accesul la informație, capitalul social și inițiativa individuală. În acest context, studiul subliniază necesitatea consolidării cooperării academice între cele două țări, prin schimburi de bune practici, în vederea îmbunătățirii experienței studențești și a facilitării integrării profesionale a absolvenților.*
**Cuvinte cheie**: *învățământ superior, mobilitate academică, integrare profesională, sisteme educaționale comparative, finanțarea educației, cooperare universitară, inegalități educaționale.*
**JEL CLASSIFICATION: I21, I23, I25, I24**

## INTRODUCTION

La mobilité académique constitue aujourd'hui un enjeu majeur pour les étudiants, notamment dans le contexte de l'intégration européenne. De nombreux étudiants moldaves expriment le souhait de poursuivre leurs études à l'étranger, tandis que d'autres y renoncent en raison de contraintes financières. Par ailleurs, les échanges avec des étudiants français en mobilité révèlent une méconnaissance de certaines opportunités existantes en République de Moldavie, notamment la possibilité de suivre des formations en français, ainsi que la reconnaissance des diplômes au sein de l'Union européenne. Ces constats mettent en évidence un problème qui dépasse le cadre strictement académique et touche également aux dimensions informationnelles et structurelles de la mobilité étudiante. Le choix de comparer la France et la République de Moldavie s'explique par l'existence de liens historiques et éducatifs importants. Dans les années 1990, de nombreux étudiants moldaves ont poursuivi leurs études en France. Aujourd'hui encore, des classes bilingues existent dans le pays et le français demeure une langue étrangère largement enseignée. Toutefois, ces liens se sont affaiblis au cours de la dernière décennie, notamment en raison de l'attractivité croissante de la Roumanie pour les étudiants moldaves.

Les différences entre les deux systèmes éducatifs sont également marquées en termes de financement. La France consacre plus de 1,7 % de son PIB à l'enseignement supérieur (2024), contre environ 0,8 % en Moldavie, où une part importante du budget est destinée aux salaires plutôt qu'aux

infrastructures ou aux aides étudiantes. Cette situation se traduit par des conditions d'étude contrastées : les bibliothèques sont vétustes, les laboratoires rares, les étudiants travaillent en parallèle pour subvenir à leurs besoins. En France, certes, la précarité étudiante existe (beaucoup vivent avec moins de 500 € par mois), mais il y a au moins des aides sociales comme l'APL et des cantines à 1€.

Selon un rapport de l'UNESCO (2023), plusieurs pays d'Europe de l'Est ont connu une augmentation du nombre d'étudiants sans amélioration proportionnelle de la qualité de l'enseignement. La Moldavie illustre cette tendance. Malgré des valeurs communes et des liens historiques, la France et la République de Moldavie présentent des réalités éducatives très opposées. En France, l'enseignement supérieur se caractérise par une grande diversité de filières (universités, grandes écoles, lycées professionnels) et un ratio étudiants/enseignants relativement favorable, ce qui rend l'enseignement plus accessible (Ministère de l'Enseignement supérieur, 2024). En Moldavie, l'enseignement supérieur a connu d'importantes transformations depuis l'indépendance, avec une forte augmentation du nombre d'étudiants et une diversification des formations, mais aussi des difficultés liées aux ressources (Ministère de l'Éducation, 2023).

Dans ce contexte, il apparaît essentiel d'analyser les différences entre les systèmes d'enseignement supérieur français et moldave afin de mieux comprendre les obstacles à la mobilité académique et d'identifier des pistes de coopération. L'objectif de cet article est ainsi de proposer des solutions visant à renforcer les échanges universitaires et à améliorer les perspectives professionnelles des étudiants dans les deux pays.

**CONTENU DE BASE**

La littérature comparative consacrée aux systèmes d'enseignement supérieur est particulièrement riche. Selon un rapport de l'UNESCO (2023), les pays d'Europe de l'Est, dont la Moldavie, ont connu une expansion rapide de l'enseignement supérieur. Toutefois, cette croissance s'est souvent accompagnée d'un décalage entre l'offre de formation et les besoins réels du marché du travail. En France, les travaux de Dubet (2022) mettent en évidence un paradoxe notable : malgré une augmentation significative du nombre d'étudiants, les inégalités sociales persistent, en particulier dans l'accès aux filières les plus prestigieuses. Dans le cas de la Moldavie, des observations récentes soulignent une transformation importante du système d'enseignement supérieur, tout en mettant en lumière des défis persistants liés à la qualité de l'enseignement, au financement et à la lutte contre la corruption académique. Par ailleurs, les études portant spécifiquement sur la Moldavie dans le contexte européen demeurent limitées, ce qui renforce la pertinence et la nécessité de nos recherches.

Les écarts structurels entre la France et la République de Moldavie sont considérables, tant en termes de capacité institutionnelle que de ressources économiques mobilisées pour l'enseignement supérieur. La France compte environ 68,5 millions d'habitants et dispose d'un système d'enseignement supérieur très développé, regroupant plus de 2 500 établissements, incluant les universités, les grandes écoles et divers instituts spécialisés. Elle consacre également plus de 55 milliards d'euros par an à l'éducation. À l'inverse, la République de Moldavie compte environ 3 millions d'habitants et dispose d'un système d'enseignement supérieur beaucoup plus restreint, comprenant environ 20 institutions d'enseignement supérieur accréditées, publiques et privées. Le budget national de l'éducation y est inférieur à 300 millions d'euros, ce qui reflète des capacités financières nettement plus limitées.

Cette asymétrie structurelle se reflète également dans les coûts supportés par les étudiants. Un chiffre éloquent en illustre l'ampleur : en France, les frais d'inscription dans le secteur public varient entre 170 et 600 euros par an, tandis qu'en Moldavie, la taxe moyenne à l'admission s'élève à environ 10 000 lei (près de 500 euros). Ce montant représente une charge particulièrement significative au regard du salaire mensuel moyen brut, estimé à environ 17 400 lei en 2026. Ainsi, même lorsque les coûts apparaissent comparables en valeur absolue, leur poids relatif diffère fortement entre les deux pays. Les frais d'accès à l'enseignement supérieur, notamment dès la phase d'admission, constituent en Moldavie un obstacle structurel à l'équité et à l'accessibilité du système.

Cette recherche repose sur une approche méthodologique mixte, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives afin de mieux saisir la complexité des systèmes d'enseignement supérieur étudiés. La collecte de données quantitatives a été réalisée à l'aide d'un questionnaire en ligne administré à un échantillon de 400 étudiants, répartis de manière équilibrée entre la France (universités de Paris, Lyon et Strasbourg) et la Moldavie (universités de Chișinău, Bălți et Cahul). Le questionnaire portait principalement sur la préparation académique, les conditions de vie, la mobilité internationale et les perspectives de carrière. En complément, une enquête qualitative a été menée à travers des entretiens semi-directifs réalisés auprès de 10 étudiants français et 10 étudiants moldaves, ainsi que de 5 responsables administratifs d'université dans chaque pays. L'étude s'appuie également sur l'analyse des politiques éducatives, des rapports officiels et des données statistiques issues de sources reconnues telles que l'INSEE, le Bureau national de statistique (NBS) et Eurostat.

Les observations empiriques mettent en évidence plusieurs différences significatives. Tout d'abord, le taux de réussite semble plus élevé en Moldavie. En France, la première année universitaire constitue souvent une phase de sélection exigeante, avec des taux d'échec pouvant atteindre 50 %. En Moldavie, l'accès à l'université apparaît plus ouvert, tandis que le parcours académique semble moins contraignant, ce qui peut s'expliquer par une pression académique plus faible ou par des pratiques pédagogiques plus souples. Les disparités sont également marquées en matière de soutien financier. En France, un étudiant peut bénéficier d'une bourse sociale pouvant atteindre 5 500 euros par an, à laquelle s'ajoute une aide au logement d'environ 200 euros par mois. En Moldavie, une bourse d'études standard pour le premier cycle (licence), hors spécialités pédagogiques, varie entre 1 015 et 1 295 lei par mois (soit environ 50 à 65 euros), tandis que l'aide sociale reste limitée.

Par ailleurs, des différences notables apparaissent dans l'organisation académique et la culture éducative. Les étudiants français évoluent dans un cadre institutionnel plus structuré, caractérisé par des règles strictes et des mécanismes de sanction en cas de non-respect. Ils sont généralement habitués à suivre des consignes précises et à respecter des normes académiques formalisées. À l'inverse, les étudiants moldaves bénéficient d'une plus grande flexibilité dans la gestion de leur emploi du temps et de leur travail personnel. Cette autonomie favorise des capacités d'adaptation, d'improvisation et de créativité, se traduisant souvent par des approches plus originales dans la réalisation des projets académiques.

Enfin, la vie académique en France se distingue par une offre régulière d'activités culturelles et éducatives (visites de musées, sorties au théâtre, conférences), organisées en moyenne tous les deux mois par les établissements. En Moldavie, ce type d'activités reste beaucoup plus rare.

Ainsi, les étudiants français évoluent dans un environnement structuré et normé, tandis que les étudiants moldaves bénéficient d'un cadre plus flexible, laissant davantage de place à l'autonomie individuelle. Ces différences traduisent des conceptions distinctes de l'organisation de l'enseignement supérieur et de l'expérience étudiante.

**Tableau 1. Obstacles à la mobilité académique**

| Obstacles | Étudiants en Moldavie (%) | Étudiants en France (%) |
|---|---|---|
| Coûts trop élevé | 70-80 % | 55-65 % |
| Manque d'information | 40-50 % | 65-75 % |
| Barrière linguistique | 50-60 % | 50-60 % |
| Peur de discrimination | 25-35 % | 30-40 % |
| Reconnaissance des diplômes | 40-50 % | 20-30 % |

Source : élaborée par l'autrice

Les données présentées ci-dessus ont été recueillies au moyen d'un questionnaire en ligne administré à un échantillon d'étudiants moldaves et français. Ce questionnaire portait sur les principaux obstacles perçus à la mobilité académique, notamment les coûts, l'accès à l'information,

les barrières linguistiques, la discrimination et la reconnaissance des diplômes. Les résultats ont ensuite été traités statistiquement et présentés sous forme de pourcentages.

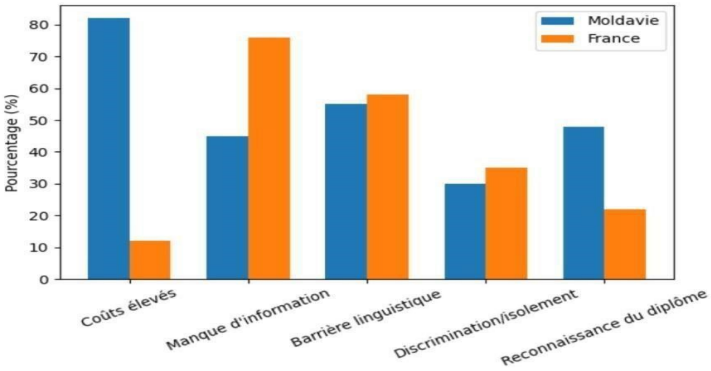



**Figure 1. Principaux obstacles perçus par les étudiants**
Source : élaborée par l'autrice

Les données présentées ci-dessus ont été recueillies dans le cadre d'une enquête menée auprès d'étudiants moldaves et français, portant sur la mobilité académique. Elles mettent en évidence des différences notables entre les deux contextes : en Moldavie, les contraintes financières constituent un obstacle majeur, tandis qu'en France, le manque d'information apparaît comme un frein plus significatif.

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La France et la Moldavie présentent des systèmes d'enseignement supérieur très différents en termes d'organisation, de financement et de perspectives professionnelles. Les étudiants des deux pays font face à des défis communs, notamment la précarité financière et la difficulté à concilier études et emploi. Cependant, certaines spécificités apparaissent. En Moldavie, les étudiants rencontrent des difficultés financières plus marquées, un accès limité aux stages ainsi que des inquiétudes concernant la reconnaissance internationale de leurs diplômes. En France, les étudiants sont davantage confrontés au stress lié à la sélection académique et à l'incertitude d'un marché du travail très concurrentiel. Ainsi, la mobilité académique ne dépend pas uniquement des ressources financières, mais également de l'accès à l'information, du courage individuel et des relations humaines.

Recommandations pour les universités et institutions académiques: développer des programmes d'échange entre la France et la République de Moldavie (Erasmus+, accords bilatéraux); mettre en place des programmes bilingues franco-roumains afin de faciliter la mobilité étudiante; organiser des journées d'information sur les opportunités d'études dans les deux pays.

Recommandations pour les étudiants: participer à des programmes d'échange afin de découvrir le pays d'accueil; apprendre la langue du pays d'accueil (le français pour les Moldaves, le roumain pour les Français) pour favoriser l'intégration; s'impliquer dans des projets collaboratifs afin de développer des compétences et des réseaux.

En ce sens, le renforcement de la coopération académique entre la France et la Moldavie constitue un levier essentiel pour améliorer l'expérience étudiante et favoriser une meilleure intégration professionnelle des diplômés à l'échelle internationale.

**RÉFÉRENCES :**

1. Biroul Național de Statistică al Republicii Moldova. (2025). Educația în Republica Moldova: publicație statistică, ediția 2025. https://statistica.gov.md/files/files/publicatii_electronice/Educatia/Educatia_2025.pdf
2. Biroul Național de Statistică al Republicii Moldova. (2025). Activitatea instituțiilor de învățământ superior în anul de studii 2025/26. https://share.google/DC7ZUu2p1RFnYQiDe
3. Campus France. (2024). La mobilité étudiante entre la France et l'Europe de l'Est : focus sur la Moldavie. https://alfr.md/campus-france-fr/
4. Campus France. (2025). Près de 445 000 étudiants étrangers en France en 2024-2025.
5. https://www.campusfrance.org/fr/ressource/chiffres-cles-2024

6. Ministerul Educației și Cercetării al Republicii Moldova. (2025). Raportul de activitate al Ministerului Educației și Cercetării pentru anul 2024. https://mecc.gov.md/sites/default/files/raport_mec_2024.pdf
7. Ministerul Educației și Cercetării al Republicii Moldova. (2025). Număr record de studenți străini înscriși la universitățile din Republica Moldova. https://mecc.gov.md/ro/content/noutati
8. Ministerul Educației și Cercetării al Republicii Moldova. (2025). Planuri și rapoarte de activitate MEC. https://mecc.gov.md/ro/content/planuri-si-rapoarte-de-activitate
9. OECD. (2024). Education at a Glance 2024: OECD Indicators. Paris : OECD Publishing. https://read.oecd-ilibrary.org/education/education-at-a-glance-2024_c00cad36-en
10. Pîrlog, A. (2021). Dimensiuni interculturale în managementul întreprinderilor din Republica Moldova. Teză de doctor în științe economice. Chișinău : Academia de Studii Economice din Moldova. https://irek.ase.md/handle/123456789/1524
11. UNESCO Institute for Statistics. (2025). Indicator 4.3.1.1: Gross enrollment rate in tertiary education – Moldova. https://statisticamd.github.io/sdg-site-moldova/4-3-1-1/

**Coordonator științific: RUSU Djulieta, dr., conf. univ.,**
Academia de Studii Economice din Moldova
Republica Moldova, Chișinău, str. Bănulescu-Bodoni 61, www.ase.md
Telefon: +373 (069) 291556
E-mail: rusu.djulieta@ase.md